Études écossaises

18 | 2016
Écosse : migrations et frontières

La transgression du dogme du laissez-faire : l'intervention du gouvernement britannique dans les Hautes Terres d'Écosse en 1846-1847

The Transgression of the Laissez-Faire Dogma: The Intervention of the British Government in the Highlands of Scotland in 1846–1847

Christian Auer

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/etudesecossaises/1101
DOI : 10.4000/etudesecossaises.1101
ISSN : 1969-6337

Éditeur
UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée
Date de publication : 25 avril 2016
Pagination : 107-117
ISBN : 978-2-84310-324-7
ISSN : 1240-1439

Référence électronique
Christian Auer, « La transgression du dogme du laissez-faire : l'intervention du gouvernement britannique dans les Hautes Terres d'Écosse en 1846-1847 », *Études écossaises* [En ligne], 18 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 16 mars 2021. URL : http://journals.openedition.org/etudesecossaises/1101 ; DOI : https://doi.org/10.4000/etudesecossaises.1101

© Études écossaises

View metadata, citation and similar papers at core.ac.uk
brought to you by CORE
provided by OpenEdition

Christian Auer
Université de Strasbourg

La transgression du dogme du laissez-faire : l'intervention du gouvernement britannique dans les Hautes Terres d'Écosse en 1846-1847

Les années 1846 et 1847 sont à considérer comme des années noires dans l'histoire des Hautes Terres d'Écosse. L'économie de cette région septentrionale du Royaume-Uni avait toujours reposé sur des bases fragiles mais, au cours des premières décennies du dix-neuvième siècle, la situation se détériora en raison d'un endettement de plus en plus important des élites foncières, d'une forte augmentation des fermages, d'une population en constant accroissement et d'une agriculture dépendant en grande partie de la culture de la pomme de terre. La pomme de terre avait été introduite dans le nord de l'Écosse dans les années 1740 et était rapidement devenue l'élément essentiel du régime alimentaire des habitants. Le commentaire suivant, qui date de la fin du dix-huitième siècle, confirme tout l'intérêt que pouvait constituer sa culture :

> *It grows on the poorest soil, is in season at least nine months in the year, is relished by every animal, affords an excellent food for man and yields more sustenance by the acre, than any plant we know. It has already done more, and is able, by having the cultivation of it farther extended, to do more to keep our people from emigrating, than any other expedient, which has been hitherto devised*[1].

Une acre plantée de pommes de terre pouvait subvenir aux besoins de quatre fois plus de personnes qu'une acre plantée de céréales. En raison de ce rendement très élevé, les paysans étaient en mesure de vivre sur de minuscules parcelles ; plus la parcelle était petite, plus le paysan et sa famille dépendaient de la pomme de terre. Cette dépendance à une seule forme de culture devait s'avérer catastrophique quand, à la fin de l'année 1846, le mildiou se propagea dans les Highlands. La maladie avait fait son apparition en Europe en 1832. En 1842, elle avait endommagé

1. James Robertson, *General View of the Agriculture of the Southern Districts of the County of Perth*, 1794, cité par Richards (1982, vol. I, p. 116).

les récoltes sur la côte est des États-Unis. Elle fut ensuite signalée dans l'Europe du Nord, notamment en Allemagne, en Belgique, en France et en Irlande.

Le mildiou, causé par le champignon *Phytophtora infestans*, commença à détruire les récoltes de pommes de terre dans l'île de Skye avant de se répandre dans toute la région. À la fin de l'année, près des trois quarts de la population des paysans de l'ouest des Highlands et des Hébrides n'avaient de nourriture que pour quelques semaines tout au plus. L'hiver de 1846 fut froid et neigeux ; le typhus, le choléra et même le scorbut, qui avait pourtant disparu des Highlands depuis plus d'un an, firent leur apparition dans certaines régions. La presse régionale et locale consacra de nombreux articles à la situation dans les Highlands :

> *A population of fully 50,000 is literally bordering on starvation. The number of deaths from dysentery and cholera is increasing with fearful rapidity among the cottar class, and the small crofters are fast exhausting their little stores of corn. Most of them, we are assured, now restrict themselves to one scanty meal in the day, and the children and aged persons continue the greater part of their time in their miserable beds for the sake of warmth, and that they may require less food*[2].

Le gouvernement britannique se trouva confronté à une série de questions délicates : à court terme, comment, tout en restant fidèle aux principes du laissez-faire et du libre-échange, venir en aide à une population menacée par la famine sans encourager la dépendance et l'assistanat, situations inacceptables pour des victoriens obnubilés par l'éthique du travail, et, à long terme, comment résoudre de façon pérenne le problème récurrent de la misère dans les Highlands ?

Cet article se propose d'étudier la nature des mesures prises par le gouvernement whig de John Russell et mises en œuvre par Charles Trevelyan, haut-fonctionnaire au ministère des Finances, et d'analyser ces mesures au regard de la théorie du laissez-faire, pierre angulaire de la philosophie économique du milieu du dix-neuvième siècle.

Il convient de remarquer d'emblée que les conséquences de la famine dans les régions du nord de l'Écosse ne sont pas comparables avec la tragédie qui frappa l'Irlande à la même période. La famine en Écosse ne toucha qu'une partie limitée de la population, principalement dans l'Ouest et dans les îles des Hébrides, ce qui explique sans doute que les mesures individuelles et collectives qui furent prises pendant l'hiver de 1846-1847 parvinrent à atténuer les effets de la maladie de la pomme de terre. Même si certains propriétaires rechignèrent à venir en aide à leurs paysans, une grande partie d'entre eux firent de réels efforts pour

2. « Government Relief – The Poor », *The Inverness Courier*, 9 décembre 1846.

fournir une aide alimentaire aux populations dont les récoltes avaient été détruites par le mildiou[3]. Dans un premier temps, le pire put être évité grâce à la mobilisation de la Free Church, seule structure à venir en aide à la population pendant la période la plus critique, de la fin de l'année 1846 au début de l'année 1847. Son organisation et sa parfaite connaissance du terrain lui permirent de réagir très rapidement pour collecter les fonds et les répartir en fonction des besoins les plus immédiats. En novembre fut constitué le *Free Church Destitution Committee* qui récolta jusqu'à £15,000.

Le gouvernement, quant à lui, se trouva informé très tôt de l'ampleur du désastre qui frappait les Highlands. Durant l'été 1846, de nombreuses voix firent pression sur le ministre de l'Intérieur, George Grey, pour que le gouvernement prenne des mesures d'aide à l'économie locale. Au cours des mois qui suivirent, la situation devenant de plus en plus critique pour les propriétaires des domaines les plus menacés par la famine, le gouvernement fut régulièrement sollicité pour qu'il vienne en aide aux plus démunis. Les propriétaires ne manquaient pas de rappeler au gouvernement qu'il était de sa responsabilité d'aider les paysans en difficulté :

> *You, the Government are morally and legally responsible for the wants of a population whose bread you have broken, whose occupation you have destroyed*[4] […] *Clearly the moral and legal obligation lies here at the door of the Government, the offending party, and not at that of the already victimized proprietor, perfectly innocent of the cause of the evil.* (National Library of Scotland, Parliamentary Papers, *Correspondence relating to the measures adopted for the relief of the distress in Scotland*, Relief Correspondence [désigné ci-après sous RC], vol. LIII, 1847, Clark à Coffin, 1er février 1847).

Ce genre de commentaires ne manque pas d'ironie quand on sait que les propriétaires des Hautes Terres d'Écosse bénéficiaient d'une importante marge de manœuvre dans la gestion de leurs domaines et s'opposaient avec la plus grande virulence à toute ingérence gouvernementale dans leurs affaires.

Dans un premier temps, le gouvernement essaya d'évaluer les conséquences du mildiou dans la région et c'est ainsi que George Grey chargea

3. La question de l'attitude et de la responsabilité des propriétaires terriens suscite de vifs débats entre les historiens des Hautes Terres. James Hunter estime qu'ils faillirent gravement à leurs responsabilités (voir Hunter, 1976) alors que Tom Devine pense, au contraire, que les propriétaires, dans leur majorité, vinrent au secours de leurs paysans (voir Devine, 1988, notamment p. 83-110).

4. Clark fait sans doute référence à la récente décision du gouvernement de supprimer la taxe sur la barille espagnole, concurrent direct du varech écossais. L'exploitation du varech, qui avait permis à de nombreux propriétaires des Highlands d'engranger de confortables bénéfices pendant les premières décennies du dix-neuvième siècle, devenait ainsi nettement moins rentable. Des milliers de paysans se retrouvèrent sans emploi et furent déplacés vers d'autres endroits des domaines ou contraints à l'émigration.

Charles Trevelyan d'effectuer une analyse de la situation. Début septembre, Trevelyan confia une mission d'inspection à l'un de ses subordonnés, Edward Pine Coffin qui, depuis janvier 1846, était responsable des opérations d'aide aux victimes de la famine en Irlande. Les instructions de Trevelyan plaçaient d'emblée les éventuelles opérations de secours dans une perspective « minimaliste ». Coffin utilisa les termes « d'assistance collatérale[5] ». La feuille de route de Coffin précisait que le gouvernement n'interviendrait que dans les régions les plus touchées par la famine afin de ne pas perturber l'équilibre commercial de la région. Trevelyan mettait l'accent sur la nécessité absolue de laisser les propriétaires s'acquitter de leurs responsabilités envers leurs pauvres. Il ajoutait que l'aide du gouvernement devait consister en une aide de type logistique :

> *The measures of relief* […] *have reference only to the remote districts in the West Highlands and in which the people are more than ordinarily dependent for their food upon the cultivation of the potato* […] *and that it is not intended to interfere in any way with those districts in which corn forms the principal article of cultivation or for which supplies of food may reasonably be expected to be provided by private merchants and dealers. It must also be understood that, even in those districts in which it may be determined to afford relief, it is by no means intended to do it in such a way as would relieve the landowners and other persons of property from the obligation they are under to support the destitute poor in their respective neighbourhoods; and the assistance contemplated would be rather in the form of giving a proper organisation and direction to the efforts of the proprietors and perhaps of rendering assistance in providing supplies of food to be sold at a reasonable market price in some of the most remote districts.* (RC, Trevelyan à Coffin, 11 septembre 1846)

Cette citation comporte une notion fondamentale, à savoir l'absence d'intervention gouvernementale (*not intended to interfere*), pierre angulaire de la doxa économique de ce milieu de dix-neuvième siècle selon laquelle le gouvernement n'avait nullement vocation à intervenir directement dans les affaires économiques du pays. Quelques jours plus tard, Trevelyan précisa cependant qu'il était exclu de laisser les habitants des Highlands mourir de faim: les propriétaires se devaient de fournir des emplois à leurs paysans, quelle que fût la nature de ces emplois :

> *The people cannot,* under any circumstances, *be allowed to starve, and if they are not employed by the proprietors in reproductive works on their estates, they must be employed on comparatively unproductive works at the expense of the proprietors. In other words the choice is between agricultural improvement and the wholesale and indefinitely prolonged out of doors relief of able-bodied poor.* (RC, Trevelyan à Horne, 20 septembre 1846)

5. RC, Coffin à Trevelyan, 28 septembre 1846.

Coffin arriva à Oban à la mi-septembre et commença immédiatement un voyage d'investigation qui l'amena dans l'ouest des Highlands et dans les Hébrides, les régions les plus touchées par la maladie de la pomme de terre. Il ne lui fallut guère plus d'une dizaine de jours pour qu'il se rende compte de la complexité de la tâche qui l'attendait. Il estima que le gouvernement se trouvait placé devant un dilemme : soit il prenait la décision de prendre en charge le financement de l'aide, ce qui revenait à accorder une subvention inversement proportionnelle aux « sacrifices » consentis par les propriétaires, soit il demandait aux propriétaires de rembourser les sommes avancées, ce qui s'apparentait à les soumettre à un système de taxation qu'ils exécraient. Coffin opta pour la mise en place d'un système d'aide indirecte afin que les propriétaires ne soient pas déchargés de leurs obligations morales. Il fut en conséquence décidé d'établir deux dépôts de farine dans la région, l'un à Portree, dans l'île de Skye, et l'autre à Tobermory, dans l'île de Mull. La farine ne devait être vendue que lorsque le produit de la récolte et les réserves des paysans étaient épuisées. Il était hors de question de procéder à des distributions de nourriture gratuite et il était clairement spécifié que la farine ne pouvait être vendue à crédit. Le montant du prix de la farine devint l'une des préoccupations majeures de Coffin. Les prix de la farine dans les Highlands étaient ceux pratiqués par une poignée de marchands, incapables de faire face à la demande massive qui résulta de la destruction des récoltes. Proposer des prix inférieurs à ceux pratiqués par les revendeurs locaux aurait entraîné la déstabilisation du marché local, mesure qu'aucun gouvernement victorien ne se serait hasardé à prendre, et fixer le prix de la farine à un niveau trop élevé aurait découragé les propriétaires d'utiliser les dépôts mis en place par le gouvernement. La priorité absolue était d'éviter que le marché local ne soit désorganisé par l'intervention gouvernementale :

> *We cannot force up the wages of labour, or force down the prices of provisions, without disorganizing society; and the temporary evil ought, therefore, to be met by the temporary expedient of charity in the best way as we can.* (RC, Trevelyan à Coffin, 13 janvier 1847)

C'est pourquoi Trevelyan décida d'aligner le prix de la farine vendue dans les dépôts sur ceux des marchés de Liverpool et de Glasgow, ce qui fit le bonheur de certains marchands locaux qui purent réaliser de substantiels bénéfices, les prix de ces marchés étant supérieurs à ceux pratiqués dans les Highlands. Au grand dam de Coffin, les prix de la farine ne cessèrent d'augmenter, ce qui risquait d'entraîner une augmentation des salaires et, à terme, une réduction de la quantité de travail disponible. Les propriétaires comprirent très vite tout l'intérêt du dispositif gouvernemental : les demandes se firent de plus en plus nombreuses, comme en témoigne le courrier rédigé par l'un des collaborateurs de Coffin :

> *Demands are coming very thick upon me. I have taken no less than* a thousand pounds this week … *The* whole country *is coming upon us, every application stating that the case is one of extraordinary emergency, and that to refuse it will be to consign the people to starvation. It is rarely possible—and (I need not say) where possible, highly invidious, to discriminate; and what is worse, not a little dangerous, for whole districts are getting to* depend *on our supply.* (RC, Rose à Coffin, 2 février 1847)

Coffin, constatant que la situation, loin de s'améliorer, empirait, en arriva à la conclusion que le gouvernement se verrait dans l'obligation de renoncer à l'un de ses principes les plus sacrés. Il était en effet persuadé qu'il faudrait procéder à des distributions de nourriture gratuites :

> *I fear that the circumstances of the present wide-spread calamity will preclude the possibility of adhering very closely to the principle of non-gratuitous distribution* […] *I accordingly regard an increase of the demoralizing mendicant spirit, already too prevalent among the Highland population, as an inevitable consequence of the present crisis.* (RC, Coffin à Trevelyan, 4 février 1847)

À la fin du mois de mai, Trevelyan demanda à Coffin d'établir un bilan des opérations menées dans le cadre du dispositif gouvernemental. Coffin avait comme mission de déterminer l'impact réel de la maladie de la pomme de terre, d'évaluer les efforts des propriétaires et l'efficacité des stratégies mises en œuvre et enfin de déterminer si le dispositif adopté avait eu des effets bénéfiques sur les habitudes de travail des paysans (RC, Trevelyan à Coffin, 29 mai 1847). Son rapport final représente un éclairage précieux sur l'ampleur et l'efficacité de l'action menée par le gouvernement dans les Highlands entre septembre 1846 et le début de l'été 1847. Coffin y indiquait que la situation des habitants, grâce à l'aide fournie par les autorités, était meilleure que les années précédentes. On notera cependant que Coffin, lors de ses différentes missions d'inspection, n'eut que très peu de contacts avec la paysannerie. Il ne rencontra que des propriétaires, des régisseurs, des représentants des autorités locales ou des membres de la communauté économique. Au début de l'été de l'année 1847, le dispositif en place fut remplacé par une nouvelle structure, indépendante du gouvernement, le *Central Board of Management of the Fund for the Relief of the Destitute Inhabitants of the Highlands*.

Cet exemple d'intervention gouvernementale dans l'économie nous interroge sur la place de la théorie du laissez-faire en ce milieu de dix-neuvième siècle. Le terme de laissez faire présente une certaine réticence à se laisser définir avec précision ; il semble revêtir différentes significations en fonction des champs d'activité ou des époques auxquelles il fait référence. Laissez-faire est parfois considéré comme un synonyme de libre échange ; certains économistes estiment que la notion ne peut s'appli-

quer qu'au champ de l'économie alors que, pour d'autres, le terme peut s'appliquer à la description des politiques sociales menées par un gouvernement. L'*Oxford English Dictionary* indique que le laissez-faire renvoie au principe selon lequel un gouvernement ne devrait pas interférer dans les actions entreprises par des personnes individuelles, notamment dans les affaires industrielles et commerciales ; c'est donc bien la notion de non-intervention gouvernementale dans l'économie qui se situerait au cœur de la doctrine du laissez-faire. Cette doctrine, fondement du système de pensée économique en ce milieu de dix-neuvième siècle, fut, dans ses grandes lignes partagée, par Robert Peel, le Premier ministre conservateur qui resta au pouvoir jusqu'en juin 1846 et son successeur whig John Russell. Attachés au principe de non intervention de l'État dans les questions économiques et sociales, ils estimaient tous deux qu'un gouvernement n'avait vocation ni à bouleverser les lois du marché ni à mettre en œuvre des mesures qui pourraient porter atteinte à la libre circulation des biens et des denrées.

John Stuart Mill devait clairement énoncer le principe servant de cadre à toute politique gouvernementale : « *Letting alone, in short, should be the general practice. Every departure from it, unless required by some great good, is a certain evil.* » (Mill, 1865 [1848], p. 573) Nassau Senior, un des économistes les plus influents de l'époque victorienne, définissait le rôle d'un gouvernement de la façon suivante :

> *The duty of the Government is to keep the peace, to protect all his subjects from the violence and fraud and malice of one another, and, having done so, to leave them to pursue what they believe to be their own interest in the way which they deem advisable*[6].

Les thèses du laissez-faire étaient soutenues et diffusées par une partie importante de la presse : on pensera ici à *The Economist*, notamment entre 1843 et 1854 lorsque James Wilson assura les fonctions de rédacteur en chef du journal, ou au *Leeds Mercury* qui estimaient que le gouvernement n'avait pas vocation à intervenir dans les secteurs de l'industrie, du commerce, de la santé ou de l'éducation. Lors du débat sur l'adoption du *Public Health Bill* de 1848, *The Economist* rappela les principes qui devaient guider les politiques économiques d'un gouvernement :

> *Suffering and evil are nature's admonitions; they cannot be got rid of; and the impatient attempts of benevolence to banish them from the world by legislation, before benevolence has learned their object and their end, have always been productive of more evil than good.* (*The Economist*, 13 mai 1848)

6. Nassau William Senior, *Report of the Commission on the Condition of the Hand-loom Weavers*, 1841, dans *Historical and Philosophical Essays*, vol. II, Londres, Longman, 1865, p. 121-122.

Pour l'historien Eric Howsbawm, les années 1840-1850 représentèrent l'âge d'or du laissez-faire :

> *By the middle of the nineteenth century government policy in Britain came as near laissez-faire as has ever been practicable in a modern state. Government was small and comparatively cheap* […] *it even succeeded in avoiding direct responsibility for some things normally regarded as obvious functions of government, such as (until 1870) education. Where it intervened* […] *it was like the traffic policeman, to regulate but not to encourage or discourage* […] *Two examples will illustrate the degree of government abstention. Britain was the only county which systematically refused any fiscal protection to its industries, and the only country in which the government neither built, nor helped to finance (directly or indirectly), or even planned any part of the railway system.* (Hobsbawm, 1990, p. 233)

Si l'on se réfère à ces principes, force est de constater que l'intervention du gouvernement dans les Hautes Terres d'Écosse en 1846-1847 relève du paradoxe. Ce paradoxe peut d'ailleurs être décelé dans les écrits des partisans du laissez-faire eux-mêmes. Ainsi, John Stuart Mill considérait que le gouvernement pouvait intervenir pour venir en aide à des populations victimes de circonstances exceptionnelles :

> *It will be admitted to be right that human beings should help one another, and the more so, in proportion to the urgency of the need; and no one needs help more urgently as one who is starving. The claim to help, therefore, created by destitution, is one of the strongest which can exist; and there is prima facie the amplest reason for making the relief of so extreme an exigency as certain to those who require it, as by any arrangements of society it can be made.* (Mill, 1865 [1848], p. 590)

Ces hésitations quant au bien fondé et à la pertinence de l'intervention d'un gouvernement dans le champ de l'économie constituent une bonne illustration des divergences qui existaient au sein du parti au pouvoir. La nébuleuse whig-libérale comportait différentes factions et tendances : John Russell éprouva bien des difficultés à faire la synthèse entre les membres de son parti qui estimaient que les propriétaires portaient une lourde part de responsabilité dans la crise qui frappaient les Highlands, les libéraux modérés, qui atténuaient la responsabilité des paysans et des propriétaires, et les libéraux moralistes, fortement marqués par les croyances évangéliques, pour lesquels le mildiou avait été envoyé par la providence pour réformer en profondeur les pratiques sociales existantes. L'influence que ces derniers exercèrent sur les politiques menées par le gouvernement fut déterminante : le ministre de l'Intérieur, George Grey, le chancelier de l'Échiquier, Charles Wood, et le très influent Charles Trevelyan estimaient que l'intervention gouvernementale n'était nullement une fin en soi mais un outil destiné à inculquer des habitudes de travail à une

population dont on ne cessait de critiquer l'indolence et l'inactivité. Les dispositifs adoptés devaient ainsi être contrôlés et encadrés avec la plus grande fermeté ; il était hors de question de fournir une aide à des paysans qui ne le méritaient pas. Des arguments similaires furent utilisés pour délimiter le champ d'intervention gouvernementale en Irlande :

> *Every system of poor relief must contain a penal and repulsive element, in order to prevent its leading to the disorganization of society. If the system is such as to be agreeable either to those who relieve or to those who are relieved, and still more if it is agreeable to both, all test of destitution must be at an end.* (Trevelyan, 9 octobre 1846, cité dans Gray, 1998, p. 243.)

On retrouve cette oscillation entre ces deux pôles apparemment contradictoires dans l'attitude de Coffin lui-même. Dans le rapport final qu'il remit à Trevelyan en 1847, Coffin indiqua clairement qu'à l'avenir le gouvernement devait éviter de venir en aide aux propriétaires :

> *Any extraordinary measures which the new occasion may require* […] *ought to be left to private forethought and exertion, without implicating the Government in proceedings wholly foreign to its customary and proper duties.* (RC, Coffin à Trevelyan, rapport final)

Il ajoutait que les opérations d'assistance devaient cesser le plus tôt possible, car elles maintenaient le paysan dans un état d'abjecte dépendance. Les personnes valides en mesure de travailler ne devaient bénéficier d'aucune aide et devaient impérativement rechercher un emploi. Il convenait avant tout d'adopter des règles très strictes afin d'éviter de donner de la nourriture aux personnes qui ne le méritaient pas. Pourtant, si les Highlands purent éviter la famine lors de l'hiver 1846-1847, ce fut grâce à l'action du gouvernement, menée notamment par Coffin. Les historiens ont, d'ailleurs, été unanimes à saluer son rôle déterminant. Tom Devine le présente comme un fonctionnaire pondéré et très expérimenté (Devine, 1988a, p. 121) et Charles Withers considère qu'il parvint à analyser la situation des Highlands avec une grande acuité (Withers, 1988, p. 242). Même les historiens les plus critiques envers les propriétaires des Highlands et les politiques menées par le gouvernement s'accordent à reconnaître les qualités de Coffin. John Prebble, ardent défenseur de la cause des petits paysans des Highlands, le décrit ainsi comme un commissaire général intelligent et consciencieux (Prebble, 1969, p. 174) ; James Hunter, critique inlassable des élites des Highlands, considère qu'il fut un homme généreux, travailleur et extrêmement compétent (Hunter, 1976, p. 57). La tension entre les deux pôles que constituèrent, d'une part, le respect des dogmes du laissez-faire et du libre échange et, d'autre part, l'intervention gouvernementale trouve une bonne illustration dans un

discours que prononça Thomas Macaulay lors du débat sur l'adoption du *Ten Hours Bill* de mai 1846 :

> *I* [*Thomas Macaulay*] *believe that I am as firmly attached as any Gentleman in this House to the principle of free trade properly stated, and I should state this principle in these terms: that it is not desirable that the State should interfere with the contracts of ripe age and sound mind, touching matters purely commercial. I am not aware of any exceptions to that principle; but you would fall into error if you apply it to the transactions which are not purely commercial … the principle of non-interference is one that cannot be applied without great restriction where the public health or public morality is concerned.* (Thomas Babington Macaulay, Chambre des communes, 22 mai 1846)

Il deviendrait, en conséquence, plus difficile de parler de transgression si l'on considère que le dogme fut peut être moins solide que nous ne l'avions laissé entendre. Ce que prouve l'intervention du gouvernement dans les Highlands, c'est que le dogme, la doctrine ou la théorie ne constituent que des lignes de conduite générale et qu'ils sont susceptibles d'être adaptés ou contournés en fonction d'événements et de circonstances exceptionnels. Tout système, tout dogme, toute doctrine, aussi rigides et contraignants qu'ils soient, peuvent être transgressés par des individus qui pourtant font partie intégrante du système. Le pouvoir de décision, en dernier ressort, appartient aux individus, qui semblent donc être en mesure de s'affranchir des pesanteurs des structures auxquelles ils appartiennent ou des idéologies auxquelles ils adhèrent. Les mesures prises par le gouvernement pour venir en aide aux paysans des Highlands lors de l'hiver 1846-1847 prouvent à quel point il est difficile de qualifier une période par des termes génériques ou des concepts globalisants qui, par essence, ne peuvent prendre en compte la diversité, la complexité et la richesse des événements ou des paradoxes de l'Histoire.

Bibliographie

Sources primaires

MILL John Stuart, 1865 [1848], *Principles of Political Economy with Some of Their Applications to Social Philosophy*, Londres, Longman.

SENIOR Nassau Willi, 1865, *Historical and Philosophical Essays*, volume II, Londres, Longman.

NATIONAL LIBRARY OF SCOTLAND, Parliamentary Papers, *Correspondence relating to the measures adopted for the relief of the distress in Scotland*, volume LIII, 1847.

The Inverness Courier.

Sources secondaires

BRIGGS Asa, 1979, *The Age of Improvement*, Londres, Longman.

CAREFOOT G. L. & SPROTT E. R., 1969, *Famine on the Wind: Plant Diseases and Human History*, Londres, Angus et Robertson.

CROSNIER Jean-Claude, ROBERT Yvon & ROUSSELLE Patrick (éds), 1996, *La pomme de terre : production, amélioration, ennemis et maladies, utilisations*, Paris, Éditions Quæ.

DEVINE Thomas Martin, 1988a, *The Great Highland Famine*, Édimbourg, John Donald.

—, 1988b, *People and Society in Scotland. Volume 1 (1760–1830)*, Édimbourg, John Donald.

—, 1990, *Conflict and Stability in Scottish Society*, Édimbourg, John Donald.

—, 1994, *Clanship to Crofters' War*, Manchester, Manchester Univ. Press.

—, 1995, *Exploring the Scottish Past*, East Linton, Tuckwell Press.

GRAY Malcolm, 1957, *The Highland Economy 1750–1850*, Édimbourg, Oliver and Boyd.

GRAY Peter, 1998, *Famine, Land and Politics: British Government and Irish Society, 1843–50*, Dublin, Irish Academic Press.

HOBSBAWM Eric J., 1990 [1968], *Industry and Empire*, Londres, Penguin.

HUNTER James, 1976, *The Making of the Crofting Community*, Édimbourg, John Donald.

MASEFIELD Geoffrey Bussell, 1963, *Famine: Its Prevention and Relief*, Londres, Oxford University Press.

MITCHISON Rosalind, 2000, *The Old Poor Law in Scotland. The Experience of Poverty, 1574–1845*, Édimbourg, Edinburgh University Press.

PHILLIPSON Nicholas T. & MITCHISON Rosalind (éds), 1970, *Scotland in the Age of Improvement*, Édimbourg, Edinburgh University Press.

PREBBLE John, 1969 [1963], *The Highland Clearances*, Harmondsworth, Penguin.

RICHARDS Eric, 1982 & 1985, *A History of the Highland Clearances*, 2 vol., Londres, Croom Helm.

ROTBERG Robert I. & RABB T. K., 1985, *Hunger and History: The Impact of Changing Food Production and Consumption Patterns on Society*, Cambridge, Cambridge University Press.

SALAMAN Redcliffe N., 1949, *The History and Social Influence of the Potato*, Cambridge, Cambridge University Press.

SYMON J. A., 1958, *Scottish Farming Past and Present*, Édimbourg et Londres, Oliver et Boyd.

TAYLOR Arthur J., 1972, *Laissez-faire and State Intervention in Nineteenth-Century Britain*, Londres, Macmillan.

WITHERS Charles W. J., 1988, *Gaelic Scotland: The Transformation of a Culture Region*, Londres, Routledge.